



Berne, le 29 mars 2018

Audition sur les directives relatives à l'agrément des experts en prévoyance professionnelle

Mesdames, Messieurs,

La CHS PP a actualisé et complété les directives relatives à l'agrément des experts en prévoyance professionnelle (D-01/2012). Les modifications concernent des précisions non matérielles (objectif, champ d'application, annonce de mutations), des nouveautés, ainsi que la suppression d'explications relatives à la phase initiale de la procédure d'agrément de 2012, qui ne sont plus actuelles (agrément provisoire).

Les directives contiennent nouvellement des dispositions concernant la publication dans les comptes annuels et les règles de signature. Ces dispositions concernent en particulier les personnes morales au bénéfice d'un agrément en tant qu'expert en prévoyance professionnelle

- Quand une institution de prévoyance mandate une personne morale pour l'exécution des tâches de l'article 52e LPP, c'est la personne morale qui est responsable du mandat du point de vue juridique, en tant que cocontractant, et non l'expert exécutant. Il est dès lors indispensable qu'il ressorte clairement des comptes annuels quelle personne exerce les activités d'expert (expert exécutant, personne physique) et quelle personne est titulaire du mandat (cocontractant, personne physique ou morale). Tant l'expert exécutant que le cocontractant doit être au bénéfice d'un agrément en tant qu'expert de la prévoyance professionnelle.
- Comme la personne morale endosse la responsabilité juridique du mandat en tant que cocontractant, les documents prévus dans la loi et ayant une portée juridique doivent être signés tant par l'expert exécutant que par la personne morale, conformément aux règles de signature enregistrées au Registre du commerce.

La CHS PP a décidé d'ouvrir une procédure d'audition. Nous attirons votre attention sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une consultation ordinaire : il sera en effet renoncé à une publication des prises de position et de l'évaluation finale.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous faire parvenir votre prise de position éventuelle sous forme électronique à l'adresse info@oak-bv.admin.ch, d'ici **le 11 mai 2018**, avec la mention « prise de position sur les directives relatives à l'agrément des experts en prévoyance professionnelle ».

Mme Lydia Studer, directrice suppléante, cheffe du secteur Droit, répondra volontiers à vos questions par courriel lydia.studer@oak-bv.admin.ch ou par téléphone : 058 462 91 64.

Nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, nos salutations distinguées.

Commission de haute surveillance de
la prévoyance professionnelle CHS PP

Pierre Triponez
Président

Manfred Hüsler
Directeur